

L'ONU intervient dans des camps de déplacés au Rwanda

Alain Frilet

Libération, 15 décembre 1994

Mille huit cents Casques bleus de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar) sont intervenus hier matin dans les camps de déplacés de Kibeho et de Ngago, dans le sud-ouest du pays afin de désarmer les réfugiés hutus.

Cette opération, dirigée par le commandant de la Minuar, le général canadien Guy Tousignant, qui aurait abouti à l'arrestation de 400 personnes et à la saisie de plusieurs armes, grenades et de nombreuses munitions, est la première depuis les rapports alarmants sur l'insécurité qui règne dans ces deux camps qui abritent chacun près d'une centaine de milliers de réfugiés. Principalement visés, les extrémistes hutus, soupçonnés d'avoir participé au génocide de centaines de milliers de tutsis au printemps et qui, selon l'ONU, exécutent régulièrement des témoins du génocide ou menacent les réfugiés qui manifestent l'intention de re-

tourner chez eux. L'intervention, déclenchée à l'aube, s'est déroulée avec l'assistance militaire de 1.500 à 2.000 soldats de l'Armée patriotique rwandaise, qui se seraient cantonnés à la surveillance extérieure des camps afin d'éviter toute fuite de suspects. Des médecins travaillant pour l'organisation humanitaire non gouvernementale Médecins sans frontières, qui se trouvent dans les hôpitaux sur place, n'ont fait état d'aucun blessé.

« *Ces camps ne doivent pas devenir les bases d'une militarisation* », a commenté le représentant des Nations unies au Rwanda, Sharharyar Khan. « *Le mandat de la Minuar est de protéger les camps, les organisations non gouvernementales et les agences des Nations unies. Il est de notre devoir de neutraliser la violence qui y est apparue* », a précisé le porte-parole. Lors d'une conférence de presse au Kenya, Sharharyar Khan a affirmé qu'on assistait

à un nombre croissant de crimes au sein de ces camps. « *Ce ne sont pas de simples meurtres, mais des exécutions soigneusement planifiées* », a-t-il ajouté.

Les Nations unies à Kigali avaient annoncé ces jours-ci le lancement d'une nouvelle opération « *Retour* », destinée à vider les camps de personnes déplacées de l'ancienne « *zone turquoise* » créée en juillet par les troupes françaises, en insistant sur le caractère volontaire des retours et sans lancer d'ultimatum. Des dirigeants rwandais ont clairement indiqué, ces dernières semaines, qu'ils souhaitaient que ces camps soient supprimés d'ici à la fin de l'année.

Reçu lundi au Pentagone par le secrétaire américain à la Défense, William Perry, le vice-président et

ministre de la Défense rwandais, Paul Kagame, a déclaré qu'il souhaitait que les anciens militaires et les miliciens hutus, qu'il soupçonne de vouloir « *organiser des opérations de déstabilisation au Rwanda* », soient chassés de force, si nécessaire, des camps de réfugiés qu'ils contrôlent au Zaïre. Cette opération devrait être « *menée par la communauté internationale ou avec sa bénédiction, ou en aidant le gouvernement zaïrois* », a-t-il déclaré. Il a également appelé la communauté internationale à « *diriger davantage d'aides vers le Rwanda même* » et non vers les camps à l'extérieur du pays, pour créer les conditions d'un retour dans leur pays des centaines de milliers de réfugiés installés à Goma et à Bukavu, au Zaïre.